



## Fonds pour l'environnement mondial

### Résumé du document GEF/C.28/14 Stratégie de mobilisation accrue du secteur privé

#### Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.28/14, intitulé *Stratégie de mobilisation accrue du secteur privé*, le Conseil se réjouit de la stratégie proposée et note qu'elle a été élaborée en réponse à l'une des Recommandations pratiques accompagnant la troisième reconstitution des ressources du FEM, qui appelle le Secrétariat du FEM à élaborer, en collaboration avec les Agents et Organismes d'exécution, une nouvelle stratégie afin d'associer plus étroitement le secteur privé à l'action du FEM.

Le Conseil approuve les directives opérationnelles pour le renforcement de la participation du secteur privé aux activités du FEM, et invite les Agents et Organismes d'exécution à suivre ces directives lors de la préparation des projets qu'ils proposent.

Le Conseil approuve les trois initiatives proposées pour davantage mobiliser le secteur privé. À cet égard, le Conseil :

- a) invite la SFI à travailler avec le Secrétariat et les Agents et Organismes d'exécution pour proposer à sa réunion de décembre 2006 un Fonds de partenariat public-privé ;
- b) demande à l'Administrateur et au Secrétariat de travailler avec les Agents et Organismes d'exécution pour élaborer les politiques opérationnelles qui régiront l'utilisation d'instruments financiers autres que les aides financières directes, en s'appuyant à cette fin sur une évaluation de l'expérience du FEM en la matière ;
- c) prie le Secrétariat d'examiner les moyens d'améliorer le partage des connaissances et la diffusion de l'information dans le cadre général des activités de gestion des savoirs du FEM, en vue d'encourager la collaboration entre le FEM et le secteur privé.

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE<sup>1</sup>

1. Le Conseil a prié le Secrétariat et les Agents d'exécution de le tenir informé du déroulement des activités stratégiques visant à accroître la participation du secteur privé aux activités du FEM. Conformément à cette demande, un projet de stratégie de mobilisation accrue du secteur privé a été soumis à l'examen du Conseil en novembre 2005. Les observations formulées par le Conseil lors de cette réunion ont été intégrées à la nouvelle version de la stratégie qui lui sera présentée en juin 2006. La note d'accompagnement de la version intégrale du document GEF/C.28/14 intitulée *Strategy to Enhance Engagement with the Private Sector*, dont elle constitue l'annexe 1, contient des précisions sur les modifications apportées à la version initiale de la stratégie et doit donc être lue avant le document en question.
2. La stratégie vise essentiellement à avoir des effets positifs sur l'environnement mondial par des activités viables et efficaces par rapport à leurs coûts, en faisant plus largement appel au secteur privé. Une des solutions possibles consiste à créer les conditions incitant les acteurs privés à investir dans des activités commerciales aux effets bénéfiques sur l'environnement de la planète. Il est primordial de créer à cette fin un environnement transparent et prévisible, favorable aux investissements. À l'évidence, l'action du FEM s'inscrit en complément des activités que le secteur privé mène par ses propres moyens. Le renforcement du partenariat entre le FEM et le secteur privé permettra à l'institution d'obtenir des résultats à plus grande échelle.
3. La stratégie favorise l'établissement, entre des entités publiques et privées, de partenariats mutuellement bénéfiques qui permettront de faire en sorte que les projets du FEM soient *les plus bénéfiques possible pour l'environnement mondial*, tout en réduisant au minimum le recours à des ressources multilatérales très limitées et les risques liés aux activités mises en œuvre. Cette stratégie définit par ailleurs les directives opérationnelles que devra suivre le secteur privé en tant que bénéficiaire des financements du FEM.
4. La stratégie envisagée et les opérations qui en découlent s'articulent pour l'essentiel sur les projets mis en œuvre dans les différents domaines d'intervention. Le présent rapport s'appuie sur le rôle joué par le secteur privé dans les six domaines d'intervention du FEM. Dans chacun d'entre eux, la participation du secteur privé a évolué dans le temps en fonction de l'expérience acquise à trois niveaux : a) les environnements porteurs ; b) les projets témoins et pilotes ; c) le dialogue sur les stratégies et les politiques. Le secteur privé prend d'ores et déjà une part active aux projets menés dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques » et « eaux internationales », ces domaines étant les plus anciens et ayant les portefeuilles les plus vastes. En revanche, les domaines d'intervention « dégradation des sols » et « polluants organiques persistants » étant de création plus récente, les activités visant à réunir les conditions propices à la participation du secteur privé dans ces deux domaines sont encore en cours de planification.
5. La stratégie, en s'appuyant sur le principe de la valeur ajoutée de l'intervention du FEM et sur l'expérience acquise dans les différents domaines d'intervention, définit trois initiatives transsectorielles susceptibles de permettre au FEM d'associer plus étroitement le secteur privé à son action : la création d'un Fonds de partenariat public-privé ; l'utilisation accrue des ressources

---

<sup>1</sup>Le présent document est une édition abrégée du *Executive Summary* de la version intégrale du document GEF/C.28/14 intitulé *Strategy to Enhance Engagement with the Private Sector*.

du FEM comme instruments financiers d'atténuation des risques; et la mise en place d'un système de gestion des savoirs axés sur le secteur privé. La stratégie préconise ces trois initiatives car a) elles ont les atouts pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre des projets, qu'ils soient d'ordre général ou propres à chaque domaine d'intervention (aversion pour le risque, délais d'instruction des projets par le FEM et les Agents et Organismes d'exécution, par exemple) ; b) elles s'appuient sur les antécédents établis par les projets et pourraient contribuer dans une large mesure à la mobilisation accrue du secteur privé dans certains domaines d'intervention. Le cadre stratégique proposé ne marque pas une rupture radicale avec les usages passés. Il s'agit plutôt de faire en sorte que le FEM, tout en continuant de chercher à créer les conditions favorables à des investissements du secteur privé dans ses domaines d'intervention, puisse prendre quelques dispositions concrètes pour poser les principes d'une collaboration accrue avec les acteurs privés, tout en normalisant et facilitant son association avec ce secteur.

6. En résumé, la stratégie proposée ne préconise pas de changements radicaux, mais plutôt la mise en place d'un cadre de collaboration avec le secteur privé qui s'inspirerait des enseignements tirés des projets du FEM. La décision recommandée au Conseil et la section intitulée *Next steps* du corps du rapport indiquent la marche à suivre, tant en ce qui concerne les activités à mettre en œuvre dans les domaines d'intervention du FEM que les trois initiatives proposées.